



## LE FMLN PREND SAN SALVADOR

Marcio Vargas, envoyé spécial

**San Salvador, 1er fév.**— Le premier février, après la constitution officielle de la Commission nationale de consolidation de la paix (COPAZ), les guérilleros du FMLN ont organisé une célébration massive sur la Plaza Civica, face à la cathédrale, où tant d'histoires tristes et sanglantes ont été écrites.

Les combattants étaient descendus à la capitale et des dizaines de milliers de Salvadoriens, portant des drapeaux rouges et des pancartes, ont rempli la Plaza Civica et ses alentours. Il y avait de la joie quand les nombreux chefs militaires de la guérilla, foulard rouge au cou sur leurs uniformes vert olive, ont défilé. Cela rappelait le 19 juillet 1979 à Managua, mais avec beaucoup de différences; 13 ans, ce n'est pas rien. Les chefs militaires et les membres du Commandement général sont montés sur l'estrade, la main dans la main, sous les ovations. "Maintenant, nous devons construire un parti de base populaire et de représentation nationale, un parti d'un nouveau type" a expliqué le Commandant Joaquin Villalobos, tandis que Ferman Cienfuegos lançait les vieux slogans qui étaient repris par la foule.

Sur la cathédrale, couverte de banderoles, un portrait de Monseigneur Romero:

"Monseigneur, tu as ressuscité avec ton peuple".

Brusquement, les chefs guérilleros ont demandé au Nicaraguayen Luis Enrique Mejia Godoy de chanter. Ils ont applaudi Henri Ruiz, Miguel d'Escoto et Fernando Cardenal, mais beaucoup exprimaient leur malaise pour l'absence de Daniel Ortega. Pourtant, quand Luis Enrique a commencé à chanter, tout était oublié. Le Nicaragua avait envahi la Place. Ovations...slogans où FMLN remplace FSLN et tout à coup une vieille mélodie qui fait le silence. Luis Enrique chante: "Le passé sera un rêve...comme un conte des grands chemins..."

Un grand ami, aujourd'hui directeur de Radio Venceremos, s'approche de nous. "Regarde comme mes poils se hérissent, je me sens dans ton Nicaragua, tu te souviens". Vieil ami à qui, il y a neuf ans à Managua, nous avions dit au revoir car

### SOMMAIRE

- Le FMLN prend San Salvador
- L'armée vivra tant que vivra la République
- Les premières mesures
- Le problème de la terre
- Le FMLN voit grand
- La médaille: une surprise désagréable
- Un désarmement au conditionnel
- Le FSLN rencontre Aronson
- L'autre moitié s'est mise d'accord
- La guerre au Nicaragua
- Cuba expérimente un nouveau cocktail
- Amérique latine: être ou copier, être ou paraître
- En bref



il partait combattre dans la guérilla. Nous pensions ne jamais le revoir, et il est là. "Bon, on a fait la moitié du chemin, pourvu que nous parvenions à faire l'autre moitié".

La fête a duré jusqu'au matin. San Salvador était prise par le FMLN.

De vieux amis se retrouvaient, s'embrassaient après la nuit de la clandestinité. Il y avait des larmes. Mais il y en eut bien plus le dimanche, dans la basilique Sagrado Corazon, quand, au cours de l'homélie, la voix de Monseigneur Rivera y Damas s'est brisée face aux guérilleros. Mgr Rivera les a appelés à l'autel majeur. Ils se sont embrassés, ils se sont parlé, les guérilleros ont remercié les prêtres pour leur travail en faveur de la paix. Les fidèles s'approchaient, les saluaient, l'église était toute à la paix. Larmes sur les visages des catholiques et sur ceux des guérilleros.

Plus tard, les leaders du FMLN se sont rendus sur la tombe de Farabundo Martí, fusillé un premier février, il y a 60 ans, jour pour jour. Puis sur celle de Mgr Romero et sur celle des jésuites de l'Université centraméricaine. Jours de souvenir, jours d'avenir.- (ANN/Barricada)

### L'ARMÉE VIVRA TANT QUE VIVRA LA RÉPUBLIQUE

Marcio Vargas a assisté à une célébration officielle des Forces armées salvadoriennes, quelques heures avant l'arrivée à San Salvador du Commandement général du FMLN. Bien que le ministre de la Défense Emilio Ponce leur ait crié dans son discours "L'armée vivra tant que vivra la République", les soldats ne manifestaient guère d'enthousiasme. Quant au chef de l'état-major, le général Rubio, il a affirmé: "Nous avons rempli notre mission face à l'agression communiste". M. Vargas lui ayant demandé s'il se sentait triste ou heureux de la fin de la guerre, il a répondu: "Vous avez écouté mon discours, interprétez-le comme vous voudrez. Nous les soldats, nous avons juste le droit de sentir la satisfaction du devoir accompli". Le journaliste a abordé un autre officier et lui a demandé quelle opinion il avait du FMLN comme force militaire. "Je ne sais que dire. En réalité, ils assassinaient, ils enlevaient les gens, ils se comportaient plus comme des terroristes que comme des militaires". "Chez ces militaires, on sent l'amertume, écrit M. Vargas. Ils avaient juré de détruire le FMLN et la guerre se termine sans qu'ils y soient parvenus".

### EL SALVADOR : LES PREMIERES MESURES

**Managua, 1 fév.— Les derniers jours ont été marqués au Salvador par une série d'événements : approbation de la loi d'amnistie à l'Assemblée Nationale, retour officiel de certains Commandants de la guérilla, arrivée d'un contingent espagnol pour le contrôle des accords de paix, sentence contre les militaires responsables de l'assassinat des jésuites.**

L'Assemblée Nationale a approuvé la loi d'amnistie telle qu'elle a été élaborée à Mexico. La "Loi de réconciliation nationale" couvrira tous les délits commis avant le 31 décembre 91, hormis les atteintes graves aux droits de l'homme qui feront l'objet d'un jugement. Les exilés non combattants de la guérilla, les prisonniers politiques et les infirmes de guerre en exil bénéficieront de l'amnistie à partir du 1er mars. Cette amnistie autorise également le Commandant Villalobos et le Commandant Jovel à rentrer au Salvador le 1er février pour la mise en place de l'instance chargée de vérifier les accords de paix, la COPAZ, à laquelle ces deux dirigeants du FMLN participent. Le groupe de travail de la COPAZ sera composé de six autres membres du FMLN, du Général Vargas et d'autres chefs de l'Armée, ainsi que du Général espagnol Victor Suanzos, chef de la mission militaire ONUSAL. Le Commandant Gonzalez du FMLN, membre de ce groupe de travail, devra procéder à l'inventaire des armes et des effectifs -qui seraient de 6 800 personnes- de la guérilla.

Un contingent de 101 militaires espagnols, suivis de 30 Casques bleus canadiens, s'est joint au groupe d'observateurs d'ONU-

SAL. D'autres contingents de Bérets verts des Nations Unies sont attendus pour le 1er février.

Quelques heures après que l'Assemblée ait approuvé à l'unanimité la loi d'amnistie, le Colonel Benavides et le Lieutenant Mendoza étaient condamnés à trente ans de prison pour l'assassinat des six jésuites et de leurs employés en 1989.- (ANN/El Monitor)

### EL SALVADOR : LE PROBLEME DE LA TERRE

**Managua, 1er fév.— Après la signature de la paix, l'un des problèmes majeurs est celui de la Réforme Agraire, dont le processus avait été lancé en 1980 afin de calmer les tensions en milieu rural.**

Les accords signés à Mexico garantissent le respect de l'actuelle tenure de la terre dans les zones contrôlées par le FMLN. Les combattants de la guérilla seront établis dans 50 zones du pays; ils pourront y acquérir la terre à bas prix et recevoir une aide financière pour réactiver l'agriculture. Dans le cadre du programme de transfert des terres d'Etat, une priorité sera donnée aux combattants des deux bords qui le sollicitent, à condition qu'ils soient d'origine paysanne et ne disposent pas de terres.

L'Etat est propriétaire d'environ 50 000 hectares dans les zones contrôlées. Ces terres seront remises aux combattants du FMLN, à leurs familles et aux paysans qui les ont travaillées pendant la guerre.

Des dirigeants paysans ont dénoncé le fait que le gouvernement aurait falsifié le nombre des propriétés affectées par la Réforme Agraire. Selon la Centrale des travailleurs salvadoriens (CTS), 300 000 hectares devraient être répartis dans le cadre de l'accord qui prévoit de distribuer toutes les propriétés de plus de 245 hectares. Selon les autorités, seulement 20 000 hectares sont concernés par cet accord et seront expropriés. - (ANN/EI Monitor)

## LE FMLN VOIT GRAND

Ricardo Gomez

Managua, janv.— Le journaliste salvadorien Ricardo Gomez a demandé à Salvador Samayoa, membre de la Commission politico-diplomatique du FMLN qui a participé à la négociation avec le gouvernement, la portée des accords signés fin décembre.

*R. Gomez: Pourquoi le FMLN a-t-il qualifié d'excellents les accords de New York?*

S. Samayoa: Ces accords profitent au pays tout entier, à tous les secteurs sociaux, et peuvent donc être soutenus par la majorité des forces politiques et sociales. C'est pour cela qu'ils vont dans le sens de la stabilité et de la réconciliation. Je dirais de plus qu'ils sont équilibrés et justes. Nous avons pensé aux détails et à toutes les implications juridiques et politiques. Ce sont des accords responsables, pratiques, utiles pour définir des changements profonds. Ils peuvent donner des idées pour affronter d'autres conflits politiques et sociaux dans la région.

*RG: Vont-ils réellement mettre fin à la guerre? Certains secteurs font remarquer qu'il y avait une grande distance entre la table des négociations et la réalité salvadorienne.*

SS: Je crois qu'une des premières vertus de cette négociation c'est justement qu'elle ne s'est jamais coupée de la situation politique du pays, des intérêts concrets des différentes forces. Chaque fois que nous allions avancer dans la négociation, les deux délégations prenaient le temps de chercher un consensus, de discuter avec de larges secteurs. Lorsque les deux parties arrivaient à un point d'accord, elles faisaient un travail d'explication. Nous avons fait participer tout le pays.

*RG: Mais il y a un groupe qui s'oppose aux accords. Est-il capable d'empêcher leur application?*

SS: C'est autre chose. Ces groupes auraient été opposés à n'importe quel accord, car ils ne sont pas favorables à la réconciliation, à la paix et à la stabilité. Ils n'ont jamais dépassé leur

attitude intransigeante, extrémiste. Ils se sont obstinés à maintenir par la violence une domination injuste sur d'autres secteurs. Je ne pense pas qu'ils aient la possibilité de rendre inapplicables les acquis de la négociation.

*RG: Pourtant, ce sont des groupes dominants puissants.*

SS: Ils sont historiquement puissants. Mais justement une des qualités des accords est d'affaiblir leur pouvoir et leur capacité à déterminer le destin du pays. Ils peuvent aujourd'hui exprimer leur opposition au processus de paix, mais ne peuvent plus imposer leur opinion à tout le pays. Ils vont nous poser des problèmes; nous n'écartons pas la possibilité qu'ils recourent à des actes de violence, mais je suis convaincu que cela restera des faits marginaux, isolés.

*RG: S'agit-il d'un encerclement politique par lequel ils se verraient empêchés d'agir? Car, pratiquement, on peut dire qu'ils sont intacts.*

SS: Je ne dirais pas cela. On a assisté à une évolution lente mais continue. Tout d'abord, les chefs d'entreprise qui, il y a dix ans, soutenaient l'extrême-droite violente s'en sont détachés. Ils appuient aujourd'hui le président Cristiani, le gouvernement, la négociation et la paix. Ensuite, s'est produit graduellement un processus d'exclusion des éléments les plus radicaux des Forces armées, processus qui va se poursuivre. En troisième lieu, l'application des accords va laisser sans soutien institutionnel ceux qui auparavant avaient des appuis dans les corps de sécurité et l'armée. C'est pour cela que je pense que ces groupes sont mis sur la touche par la dynamique du processus politique, la démocratisation et la démilitarisation.

*RG: Le groupe qui soutient la négociation présente un large éventail allant de la droite "new look", à la gauche. Quelle peut être la force d'un tel groupe et quels sont les éléments capables de lui donner une cohésion?*

SS: Pour le moment, ce sont les secteurs majoritaires qui soutiennent les accords, tant chez les chefs d'entreprise que dans l'armée ou dans le bloc des partis politiques. Je pense qu'il y a eu des changements dans la façon de voir les choses et qu'un bloc dominant est en train de se former. Quand nous disons que les accords sont viables, c'est parce qu'ils sont soutenus par une quantité de secteurs forts. De la même manière, nous avons assisté à un changement dans la politique des Etats-Unis, qui avant soutenaient les dictatures et maintenant appuient la paix et la réconciliation. L'ensemble des forces nationales et internationales est puissant.

*RG: L'élément essentiel qui a permis cette cohésion a-t-il été le changement d'attitude des Etats-Unis envers l'Amérique latine, à cause de la disparition du communisme par exemple, ou bien y a-t-il eu des raisons spécifiques tenant à la situation salvadorienne?*

SS: Il y a des facteurs internes et des facteurs externes. Le changement de la politique étatsunienne est sans aucun doute important (...) mais également celui qui s'est produit dans les forces de gauche, particulièrement dans le FMLN, qui a été

capable de dessiner une solution politique prenant en compte les intérêts de tous les secteurs.

*RG: Cela signifie-t-il, par exemple, que le FMLN pourrait opérer un rapprochement, qu'il soit conjoncturel ou stratégique, avec ARENA et la Démocratie chrétienne?*

SS: Cela signifie exactement que le FMLN peut opérer un rapprochement, trouver une entente ou passer des pactes avec des secteurs politiques qui étaient auparavant ses adversaires. De fait, ce qui s'est produit entre le gouvernement et nous ces mois derniers, c'est une dialectique de confrontation et d'entente.

*RG: Le FMLN, les cinq partis qui forment le FMLN, est-il capable, idéologiquement et politiquement, de relever le défi de ce nouveau rapport de forces, du rapprochement avec la droite ou le centre?*

SS: Le FMLN est la synthèse d'un débat politique intense. Il est formé d'organisations qui ont différentes caractéristiques, différentes ressources de tout type, et l'ensemble de ces forces a montré sa capacité à induire un processus de concertation large et profond dans le pays. Ce seul aspect démontre que le FMLN sera capable de poursuivre ce processus de concertation, de dialogue, d'alliances politiques, sans abandonner la lutte politique qui devra se poursuivre.

*RG: Quelles difficultés immédiates pourrait rencontrer le FMLN quand il s'intégrera à la vie politique de l'après-guerre?*

SS: Elles sont de différentes natures. Nous devons faire face à l'agressivité de certains secteurs minoritaires de droite. Nous aurons aussi des problèmes pour donner des conditions de vie et de travail minimum à ceux qui ont fait la guerre pendant des années. Il va falloir également affronter la question de notre action comme parti politique légal, qui va avoir une dynamique et des exigences différentes de celles que nous avions quand nous étions dans la clandestinité. Mais ce sont là des difficultés surmontables. L'ensemble des forces qui ont été avec le FMLN dispose de grandes ressources morales. Nous avons fait un apprentissage et nous avons la capacité technique de nous réintégrer dans la vie politique, économique et sociale, de telle manière que la réinsertion ne sera pas très traumatisante ou très difficile pour le contingent du FMLN. - (ANN/ El Dia Latinoamericano)

## LA MEDAILLE : UNE SURPRISE DES- AGREABLE

Managua, 4 fév.— Le Général Humberto Ortega n'a pas trouvé d'appui parmi les sandinistes à l'occasion de la remise de la médaille Camilo Ortega à l'attaché militaire des Etats-Unis. Le quotidien Barricada a publié une série de réactions de militants du FSLN et à la suite de Luis Carrion,

d'autres membres de la Direction nationale se sont exprimés sur la question.

Le dénominateur commun de nombreuses lettres est la référence à la misère économique qui frappe les familles nicaraguayennes du fait de l'agression des Etats-Unis et en premier lieu les familles des militaires et des révolutionnaires. L'attaché militaire était l'un de ceux qui représentait cette politique d'agression. Certains sandinistes de Managua signalent que cette décoration a été remise "à un moment où des milliers de combattants vivent la plus dure crise économique des 20 dernières années", surtout après la dissolution de la Commission d'appui au combattant qui laisse des milliers d'invalides de guerre et leurs familles sans soutien et sans allocation. Personne ne veut la guerre, "tout le monde souhaite le développement économique, mais pour tous et non pas seulement pour les riches et certains fonctionnaires du gouvernement". Une des lettres signale également que si les "mérites de l'attaché militaire mentionnés par H. Ortega sont certains (objectivité et respect), celui-ci n'a rien fait de plus que ce qui est normal pour un diplomate".

Après l'attaque verbale de Luis Carrion qui parle d'une "erreur politique" du Général, le Commandant Victor Tirado s'est exprimé dans Barricada et selon lui, "l'autre face de la médaille" est la faiblesse du FSLN pour n'avoir pas abordé les questions de fond dans la discussion interne au moment du Congrès. Mais il estime que "traiter H. Ortega d'opportuniste relève d'une analyse superficielle et subjective". Le problème central est selon lui de savoir comment mener de nouvelles relations internationales dans un monde placé sous l'hégémonie des Etats-Unis et avec le retard économique du Tiers-monde. V. Tirado signale le manque de discussion au sein du FSLN sur la stratégie qui permettrait de sortir de la pauvreté dans ces conditions. La nouveauté dans cette dispute entre dirigeants, selon V. Tirado, est que "pour la première fois, on dépasse le cercle privé". Il appelle à "ne pas confondre des événements conjoncturels avec des problèmes stratégiques".

Tomas Borge a demandé au cours d'une réunion du FSLN de "clore un débat qui ne profite qu'à l'ennemi". Selon lui, une mauvaise organisation du FSLN serait à l'origine du problème. Une meilleure relation entre les structures régionales et la direction du parti est nécessaire ainsi qu'une prise de position déterminée en matière de relations internationales. Le Commandant Borge reconnaît qu'Humberto Ortega a peut-être commis une erreur politique "mais cela ne lui enlève pas sa qualité de révolutionnaire". T. Borge qualifie toutefois la réaction du Général Ortega aux critiques de "peu fraternelle et exaltée".

Selon une information publiée dans le quotidien étatsunien MIAMI HERALD, qui se réfère à une source anonyme du Pentagone, la remise de cette médaille était "une surprise" pour le ministère de la Défense des Etats-Unis et, selon cette même source "si l'on avait su que cette médaille allait être remise à notre attaché militaire, nous n'aurions pas participé à la cérémonie", organisée à l'occasion du départ du Nicaragua du militaire étatsunien. - (ANN)

## UN DESARMEMENT AU CONDITIONNEL

Managua, 3 février.— Début février, le désarmement formel de certains groupes recontras et recompas a commencé mais personne ne peut dire avec certitude combien de contingents s'y soumettront. Plusieurs nouveaux assassinats ont endeuillé le pays.

Selon les chiffres du centre de démobilisation de Tomatoya, 635 recompas et 496 recontras se seraient démobilisés avant le 4 février et parmi eux deux de leurs chefs les plus importants, Moises et Bigote de Oro. Le commandement des recompas a évalué à 1 800 le nombre de ses combattants qui devraient bénéficier des prestations sociales et de la distribution de terres accordées par le gouvernement. Les recontras n'ont pas avancé de chiffre. Mais cependant les recompas soumettent leur désarmement total à celui des plus violents chefs recontras. Ils protestent fortement contre la nomination du chef recontra Bolivar à la direction de la Police de Jinotega.

Les officiers de l'EPS de Jinotega ont annoncé qu'ils s'en prendraient énergiquement et "sans distinction idéologique" aux groupes qui refusent d'abandonner les armes. L'armée est déjà sur la piste des recontras qui ont assassiné le 25 janvier un conseiller municipal sandiniste de Matiguas et le directeur de l'hôpital de Waslala, deux localités du centre du pays. Le médecin Martin Condega a été torturé avant d'être assassiné car il refusait de dire où se trouvait une de ses collègues médecin, compagne du Secrétaire politique du FSLN de Waslala (\*) et soupçonnée de fournir des renseignements aux recompas. On ne peut pas espérer que les recompas de Waslala se désarment avant la capture des assassins. A Wiwili, dans le nord du pays, quatre policiers ont été tués par ordre d'un ex-recompa, expulsé du mouvement pour les crimes dont il s'est rendu coupable.

Luis Carrion, de la Direction Nationale du FSLN, ne rejette pas l'intégration de certains démobilisés à la Police mais estime que celle-ci ne doit pas devenir le "butin" des forces réarmées. La création d'une police "mixte" serait un "cocktail mal mélangé" qui ne serait pas en accord avec la Constitution prévoyant une Police nationale unique.

\* Leonel Ortiz, enlevé fin décembre par la contra. Voir Bulletin 258.

## LE FSLN RENCONTRE ARONSON

Managua, 3 fév.— Henry Ruiz a rencontré à Washington le sous-secrétaire d'Etat des Etats-Unis Bernard Aronson, en une première démarche vers la normalisation des relations. "Nous lui avons montré la nécessité de créer un nouveau type de relations, mais de façon transparente, sérieuse et non docile" a expliqué le responsable du secteur international du FSLN.

Selon lui, la Maison Blanche est disposée à aller dans ce sens et le "FSLN s'est gagné son respect". La position du Front sandiniste est en partie fondée sur l'idée que si les postulats de la guerre avec le Nicaragua se maintiennent, en 96, une éventuelle victoire électorale du FSLN pourrait signifier la reprise du conflit armé. H. Ruiz a reconnu que si le FSLN avait gagné en 1991, la guerre aurait continué. Il a révélé le contenu d'un message envoyé en 1989 par les Etats-Unis par le biais du ministre soviétique des Relations extérieures, E. Shevardnadze, dans lequel James Baker acceptait une éventuelle victoire des sandinistes mais affirmait que son pays soutiendrait les contras au moins deux ans de plus pour "observer la volonté démocratique du FSLN".

La visite de H. Ruiz à Washington a été rendue possible par le travail de l'ambassadeur des Etats-Unis à Managua, Harry Shlaudeman, qui, dans ses relations politiques, n'a "jamais omis ou marginalisé le FSLN".- (ANN/Barricada)

## L'AUTRE MOITIE S'EST MISE D'ACCORD

Managua, 30 janv.— "J'aimerais que les conclusions soient rédigées dans des termes plus simples pour pouvoir être comprises par toutes". Le ton est donné par cette paysanne venue à la Rencontre des femmes et qui prend le micro en pleine assemblée plénière pour exercer un droit à la parole que, pour une fois, on ne lui nie pas. La liberté de parole, la participation active de femmes de différents milieux sociaux, le respect des divergences ainsi qu'une organisation parfaitement démocratique étaient les composantes de cette première assemblée des femmes nicaraguayennes. Organisées ou non, toutes les femmes qui le désiraient pouvaient participer aux groupes de discussion et le "mouvement" ainsi concrétisé ces 24, 25 et 26 janvier promet de ne pas en rester là.

Elle a emporté l'essentiel dans son sac : des vêtements pour trois jours, sa brosse à dents et un stylo. Elle est venue avec son histoire : dix enfants, une adolescence non vécue à cause du passage brutal de l'enfance à la maternité, des exigences bafouées quand elle réclame un meilleur salaire pour repasser le linge des autres, l'impuissance. Le Centre Olof Palme, où se tient la Rencontre, est la "maison" la plus grande qu'elle ait jamais vue et les quelques 900 femmes réunies là ont quelque chose d'étrange. Elle s'est vite rendue compte que son histoire, sans être identique à celle des autres, en est proche. Elle a trouvé des réponses et des questions nouvelles ont surgi.

On a dit que cette rencontre était "historique" et il semble que ce soit vrai. Sans que rien ne les y oblige, répondant à leur seule conscience, les femmes nicaraguayennes ont organisé la Rencontre "Différentes mais unies". Elles ont pris trois jours pour discuter de la sexualité, de l'économie, de l'éducation, de la

politique, de la vie en somme. Tout cela de leur point de vue à elles.

### COMMENT CELA A COMMENCE

Huit mois avant, la Rencontre n'était encore qu'une idée lancée par un petit groupe qui s'est élargi à une trentaine de femmes. Le financement -42 000 dollars dont l'utilisation a été détaillée au cours du discours inaugural- a été cherché en grande partie du côté de la solidarité internationale. La participation de 300 ou 400 femmes était prévue, mais face à l'afflux des inscriptions, il a fallu au dernier moment changer de local et résoudre les problèmes d'accueil. Mais personne n'est resté à la porte.

On a voulu que tout soit démocratique, que les conclusions s'adoptent par consensus, que la diversité soit respectée. Le discours inaugural le précise : "La différence, qui est habituellement perçue comme un obstacle, n'en est pas un si elle est intégrée, si on lui donne un espace. Elle devient alors un facteur d'enrichissement, d'unité, de participation et une source de démocratie".

### 31 HEURES POUR PARLER

Avec une ponctualité d'horloge, on a procédé à l'inscription des participantes. L'inauguration s'est faite sans hymne ni drapeau. "L'énoncé d'un ordre du jour est indispensable afin de devenir des interlocutrices directes de l'Etat et de ses organes, pouvoir résoudre nos problèmes et influencer sur la prise de décision. Nous doter nous-mêmes d'un plan commun d'action implique de dépasser les styles de débat et de travail hérités du patriarcat", expliquent les organisatrices de la Rencontre.

Six groupes de discussions ont été mis en place : économie et environnement; sexualité et relations affectives; violence; santé et politiques familiales; éducation et culture; participation aux organisations mixtes. Plusieurs questions sont posées à chaque groupe pour orienter la discussion mais il n'y a aucun "document préparatoire". Le désir de s'exprimer et la patience d'écouter sont les seuls instruments de travail. Le formalisme est absent. Une lutte tenace contre le langage commun est symboliquement menée : il faut apprendre à remplacer l'habituel masculin pluriel par le féminin pluriel. Les hommes n'ont pas été autorisés à participer à la Rencontre car "il a été prouvé que la présence des hommes inhibe les femmes dans leur expression".

Plus le temps passe, plus les discussions avancent et les propositions d'action se multiplient et plus la question revient : comment s'organiser? "Formons une association"; "Formons un mouvement ample et autonome"; "Fondons un parti de femmes"; "Mais le mouvement existe déjà puisque nous sommes là!" La décision prise au consensus sera de travailler par réseaux au niveau national à partir des six groupes de travail constitués à l'occasion de cette Rencontre car "créer un mouvement serait prématuré". Et, ajoutent certaines, "on a très peur de retomber dans des formes d'organisation trop connues". Une

nouvelle manière de faire de la politique est née et les femmes sont les premières à l'expérimenter.

### LE PROGRAMME D'ACTION

- une marche nationale des femmes contre la faim pour le 8 mars ; la création d'une banque pour les femmes et la défense de leur accès au crédit, à la propriété de la terre et aux parts dans les entreprises privatisées (le groupe "économie et environnement" était le plus nombreux et comptait nombre de travailleuses de l'agriculture)
- une campagne permanente contre la violence : organisation d'ateliers de sensibilisation pour les femmes, les jeunes et les enfants, la Police ; appui aux femmes députés qui défendent une réforme du Code Pénal et une proposition de loi sur le viol ; action vis-à-vis des médias pour qu'ils traitent différemment du viol et de la violence contre les femmes
- une campagne contre la mortalité maternelle : pour la légalisation de l'avortement, la promotion de l'éducation sexuelle et de la planification familiale ; organisation d'une journée d'action le 28 mai
- une campagne nationale pour l'éducation laïque, gratuite, bilingue pour les indigènes de la Côte Atlantique ; pour la révision des manuels et programmes scolaires afin d'en éliminer le sexisme
- l'appui aux femmes journalistes pour que leurs émissions spécifiquement destinées aux femmes soient maintenues et pour la création d'une radio des femmes (la censure par le directeur de Radio Sandino d'une émission sur l'avortement a été dénoncée avec virulence par sa responsable)
- la participation à la campagne "500 ans de lutte indigène, noire et populaire"

Plusieurs motions ont été approuvées en plénière : contre la violence dans les zones rurales et pour le châtiement des criminels (proposition de la commission "Santé" à la suite de l'assassinat par la recontra d'un médecin de Waslala le samedi 25 janvier) ; pour le respect de la loi d'autonomie de la Côte Atlantique ; pour l'appui à l'action des mères des disparus ; pour une solidarité morale et matérielle avec les femmes cubaines.

### QUELQUES CHIFFRES

- 57 % des femmes qui ont participé à la Rencontre sont chefs de famille
- 72 % ont un emploi
- 56 % vivent à Managua
- 34 % sont organisées dans un syndicat
- 18 % sont organisées dans un parti politique
- 13 % seulement ont moins de 25 ans. -(ANN/Gente)

## LA GUERRE AU NICARAGUA

Managua, janv.— Le Centre pour la recherche, la promotion et le développement rural et social (Cipres) vient de publier un livre de plus de 500 pages dont le but est "d'apporter un témoignage analytique de la guerre pour les nouvelles générations nicaraguayennes et latino-américaines". Sous la direction d'Orlando Nuñez, économiste, sociologue et directeur du Cipres, une équipe de chercheurs a analysé le rôle des Etats-Unis et les contradictions internes qui ont conduit au conflit armé et ont mené une étude approfondie de la contre-révolution paysanne.

Dans une longue introduction, O. Nuñez fait la synthèse de ce travail, qui se fonde sur l'idée que le conflit entre Etat/parti et un secteur de la population reflète avant tout une division pré-existante de la société civile.

### LA NATURE DE LA GUERRE

Le conflit armé est donc non seulement une agression étrangère non déclarée mais aussi "une guerre civile limitée". Les forces révolutionnaires s'affrontent à trois ennemis: le gouvernement des Etats-Unis, le bloc de l'oligarchie et de la bourgeoisie et un secteur de la population formé de la moyenne paysannerie, qui entraînera derrière elle ses "péons", et d'une partie des indigènes. Tous trois ont des intérêts différents mais finissent par converger sous l'autorité du gouvernement étatsunien: la CIA mène la guerre et conduit l'opposition civique.

Pour ce qui est des Etats-Unis, le livre examine leur situation au moment du triomphe de la Révolution et leur stratégie pour maintenir leur hégémonie, en particulier la guerre de faible intensité. Mais le plus intéressant est l'étude de la guerre civile limitée: limitée parce qu'elle n'a lieu que dans les campagnes mais aussi parce que la contra est toujours restée subordonnée au gouvernement étatsunien. Même si les sandinistes n'ont jamais reconnu le caractère de guerre civile du conflit, pas plus que la contra n'a reconnu son caractère d'agression étrangère, la guerre a été "la confrontation politico-militaire entre des forces révolutionnaires soutenues par l'Etat sandiniste et les forces d'opposition et contre-révolutionnaires appuyées par les Etats-Unis".

En plus des contradictions naturelles (nation/impérialisme, peuple/bourgeoisie), le problème le plus délicat est la contradiction au sein même du peuple. La Révolution populaire sandiniste a des dirigeants d'origine plutôt urbaine et petite-bourgeoise et s'appuie sur le détachement le plus avancé idéologiquement des forces populaires urbaines et la plupart des paysans semi-prolétariés. La contre-révolution au contraire s'alimente dans les zones rurales, chez les paysans moyens ou ceux qui ont abandonné la ville pour coloniser la frontière agricole.

C'est cette contradiction interne qui détermine les chances de la révolution. La contra et le FSLN se disputent les secteurs non révolutionnaires de la société, d'où l'importance des questions

paysanne, religieuse et ethnique, dont s'emparent les Etats-Unis pour les manipuler.

La Révolution, qui au début incorpore tout le monde, voit son influence se limiter progressivement aux secteurs les plus avancés puis entre en contradiction avec les secteurs, y compris populaires, dont elle dépasse les limites socio-économiques, politiques et culturelles. Elle devient sans le vouloir plus étatiste, plus urbaine et plus ethnocentriste et la contre-révolution met à profit les contradictions avec la paysannerie moyenne, les indigènes ou le sentiment religieux traditionnel.

Dans cette situation, l'agression militaire fonctionne comme un leurre: elle contraint la Révolution à se défendre sur ce terrain, à concentrer son attention vers l'extérieur et l'empêche ainsi de s'occuper de ce qui va provoquer son usure. Le conflit nation/impérialisme oblige à freiner les transformations sociales, renforce le verticalisme et approfondit la contradiction Etat-parti/société civile. C'est ainsi que la Révolution épuise ses réserves de mobilisation et se trouve contrainte à revoir ses alliances dès 1985 mais surtout en 1988, quand le gouvernement sandiniste prend des mesures économiques qui tendent à libérer le marché et à assigner les ressources en priorité aux producteurs agricoles, aux dépens des salariés.

### LA CONTRA PAYSANNE

Le livre tente d'expliquer pourquoi la paysannerie, qui historiquement ne s'est guère intégrée aux guérillas latino-américaines, a rejoint dans de telles proportions la contre-révolution nicaraguayenne. On peut répondre que c'est à cause de la Réforme agraire qui a donné priorité aux entreprises agricoles d'Etat et aux coopératives. Mais dans d'autres pays, les masses paysannes ont bien moins accès à la terre, sont réprimées et ne prennent pas pour autant les armes. Selon O. Nuñez, l'expérience montre que les paysans se soulèvent quand on porte atteinte à leur identité. Au Nicaragua, les paysans moyens sont restés dans une relation mercantile dont le schéma est: Marchandise-Argent-Marchandise augmentée. La Révolution a provoqué leur soulèvement quand elle a commencé à contrôler les prix et le marché et à lutter contre ceux qui écoulaient une partie de leur récolte au marché noir: pour eux, la marchandise représentait leur travail et ils s'en sont sentis dépossédés. Les grands producteurs, de leur côté, sont dans une logique capitaliste (Argent-Marchandise-Argent) et ont su se défendre; sur le plan politique, ils se sont mis en opposition à travers leur organisation, le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP).

D'autres facteurs ont également joué. La paysannerie contra est hétérogène, comme le prouve la division politique au sein d'une même famille, d'un même hameau ou d'une même couche de la paysannerie. C'est que les éléments de nature idéologique et subjective (la façon dont on perçoit sa propre situation objective) ont eu une influence sur l'adhésion à l'un ou l'autre camp et l'on doit signaler ici le rôle de la forte campagne anti-sandiniste orchestrée par la CIA.

Selon certaines critiques, pour se gagner au moins provisoirement les paysans moyens, il ne faut pas donner priorité aux

fermes d'Etat et aux coopératives ni contrôler les prix et le marché. Mais O. Nuñez fait remarquer que ce serait alors ne rien changer et perpétuer les différences sociales, sans compter le mécontentement que l'on provoquerait dans les autres couches de la paysannerie ou dans d'autres secteurs. Il rappelle opportunément que si la contra a recruté 20 000 hommes (nombre de ceux qui ont été officiellement désarmés), ce sont au moins 100 000 paysans en armes qui ont soutenu la Révolution.

## LE PROBLEME RELIGIEUX

La religion est très importante au Nicaragua et l'on retrouve là encore une division dans la société. Les secteurs ruraux sont plus sensibles à la propagande de l'Eglise traditionnelle tandis que les secteurs urbains sont davantage attirés par la Théologie de la Libération. Pour les premiers, la tradition, l'institution, le rite comptent plus que la question sociale ou leur propre origine de classe; pour les seconds, la lutte contre l'injustice passe avant la question théologique.

La hiérarchie catholique, liée à l'oligarchie, a sous-évalué le besoin de justice sociale des chrétiens. Elle s'est opposée à la Révolution pour des raisons politiques, pour son orientation socialiste, mais aussi pour le danger que représentait son christianisme rénovateur. Quant au gouvernement sandiniste, il s'est opposé à l'Eglise non seulement pour son soutien à la contre-révolution, mais aussi pour ses conceptions rétrogrades. Il a sous-évalué le respect des Nicaraguayens pour les autorités religieuses. Beaucoup ont eu des responsabilités dans l'appareil d'Etat; mais ils sont tombés dans les mêmes erreurs que les autres sandinistes.

## LA QUESTION ETHNIQUE

O. Nuñez fait remarquer que la gauche latino-américaine a généralement négligé ce problème, parlant d'anti-impérialisme et de libération nationale quand les nations étaient insuffisamment formées. Au Nicaragua, le problème indigène reflète une division non pas entre l'Etat révolutionnaire et une partie du peuple, mais au sein du peuple. D'un côté, une culture métisse, ethnocentriste, de langue espagnole, catholique, urbaine et née sur la côte pacifique. De l'autre une culture indigène, de langue miskita, morave et née sur la Côte Atlantique. Le caractère originel de ce conflit se voit confirmé par le fait que le problème n'a pas été réglé par le nouveau gouvernement et s'est même aggravé. Tout en signalant que l'action des superstructures doit être aussi l'objet d'une analyse critique, O. Nuñez signale que les efforts de la Révolution, fruit de la générosité sociale, (nationalisation des enclaves étatsuniennes, Réforme agraire etc...) ont été vécus par une partie des indigènes comme une invasion de leur autonomie primitive, surtout que le régime antérieur n'avait joué pratiquement aucun rôle dans cette région. Les sandinistes ont confondu ce rejet culturel avec les positions contre-révolutionnaires, ce qui, ajouté à la propagande des Etats-Unis, a alimenté le conflit. La rectification opérée par l'octroi de l'autonomie a modifié par la suite le rapport de force.

## LE POUVOIR

Même si, de toutes les révolutions de type léniniste, la révolution sandiniste a été celle qui a eu le moins recours à la force pour mettre en oeuvre son projet (à preuve les 40 % obtenus aux élections), il n'empêche que la guerre a radicalisé les positions et qu'elle a conduit à l'usage de la force. Du fait du caractère démocratisant de la Révolution, nombreux sont ceux qui ont une position de pouvoir et certains ont confondu la défense de la Révolution avec l'usage de la force ou ont défendu des positions personnelles au nom de la défense de la Révolution. Cela a augmenté le poids de la superstructure sur la société, surtout pour ceux qui étaient loin de la guerre et alors que l'Etat n'avait que très peu de ressources à distribuer. Le citoyen passif, qui n'avait pas été touché par les explications des sandinistes, a été vulnérable à la campagne de la droite et a finalement voté pour l'UNO.

Pour O. Nuñez, le FSLN a payé l'erreur de croire que les armes garantissent le pouvoir. En organisant et en perdant les élections, il a fait la preuve que c'est la conscience et l'organisation populaire qui sont sources de tout pouvoir. Mais l'expérience montre également que tant que la bourgeoisie contrôle une grande partie des ressources économiques et du discours idéologique, le pouvoir ne peut qu'être partagé.

## LE DESARMEMENT DE LA CONTRA

Tout le problème est de savoir pourquoi la contra, avec sa base paysanne, le soutien des Etats-Unis et de ses alliés dans la région, n'a pas gagné la guerre et a fini par être désarmée par ceux qu'elle a contribué à porter au pouvoir. Le premier élément de réponse est qu'il s'agit d'une armée irrégulière qui lutte non pas pour un changement de sa condition mais contre un régime qui menace son identité et ses traditions. Les analystes de la contra eux-mêmes estiment que si elle n'a pas pu prendre une seule ville c'est parce qu'elle était trop dépendante de ses chefs qui vivaient à l'étranger, des Etats-Unis qui leur faisaient tellement peu confiance qu'ils planifiaient eux-mêmes la moindre de leurs actions et aussi à cause de la cohésion et de la combativité des sandinistes. Le livre soutient la thèse qu'en réalité, s'ils ont perdu la guerre et ont été renvoyés par la suite comme des valets, c'est parce qu'ils n'avaient ni projet propre ni projet national qui aille plus loin que l'ambition de leurs chefs. Ils portaient en outre les stigmates de leurs alliés, l'intervention étrangère, l'impérialisme, l'oligarchie, le somozisme. Ils n'ont eu qu'un rôle strictement militaire, sans programme, sans stratégie politique, sous la coupe d'intérêts éloignés des leurs. S'il est vrai que le paysan moyen a des intérêts communs avec la bourgeoisie, le divorce final est pourtant inévitable. Une fois le sandinisme vaincu aux élections, la droite se défait des contras en les désarmant et en les payant de promesses.

## LE DENOUEMENT DE LA GUERRE ET LA POURSUITE DE LA LUTTE SOUS D'AUTRES FORMES

Les forces contre-révolutionnaires, qui pensaient que la Révolution se résumait aux superstructures et croyaient pouvoir la

démanteler du jour au lendemain, ont dû déchanter. La révolution politique et sociale qui avait motivé la réaction contre-révolutionnaire est neutralisée dans sa stratégie de transformation à partir des appareils d'Etat mais elle vit au sein de la société civile dans la conscience et l'autonomie des organisations populaires.

Même si l'on sent aujourd'hui que la guerre sous sa forme généralisée est terminée et que la lutte va continuer par d'autres moyens, les contradictions qui ont provoqué l'insurrection révolutionnaire et le soulèvement de la contra n'ont pas disparu. Derrière ce qui peut passer pour les dernières escarmouches de la guerre, se profilent de nouveau les secteurs les plus enracinés du somozisme et les groupes les plus enracinés du sandinisme.

Pour O. Nuñez, la question la plus intéressante est de savoir pourquoi une révolution populaire comme celle du Nicaragua a pu être rejetée par une partie du peuple. "L'art de la démocratie révolutionnaire consiste dans la connaissance de l'équilibre nécessaire pour que la société aille de l'avant, et non pour qu'elle fasse machine arrière", mais il faut également savoir quand on jouit de l'appui nécessaire pour faire un pas en avant. L'auteur souligne également la nécessité d'un "discours qui, cultivé au sein de la société, parvienne à remplacer l'axiologie bourgeoise du régime antérieur".

Aujourd'hui, les forces révolutionnaires continuent à agir au sein de la société, que ce soit les ouvriers qui se battent pour posséder leur entreprise et mettent en oeuvre un projet propre, les communautés indigènes qui luttent pour le respect de leur autonomie, les paysans sandinistes ou anciens contras qui continuent à occuper des terres, le Mouvement communal, les femmes, les écologistes et d'autres mouvements qui peuvent être la base d'une démocratie autogestionnaire. Au milieu des contradictions (oligarchie somoziste/bourgeoisie/ sandinistes), "la paix semble n'être qu'une pause dans l'histoire, tandis que mûrissent les conditions de nouvelles explosions sociales".  
-(ANN)

## CUBA EXPERIMENTE UN NOUVEAU COCKTAIL

Managua, janvier.— Un long article publié en décembre par la revue ENVIO rend compte des diverses stratégies de l'agression contre Cuba et des perspectives politiques et économiques de la Révolution. Nous vous en proposons certains extraits.

### COMMENT EN FINIR AVEC LA REVOLUTION?

L'idée qui prédomine aux Etats-Unis est que la révolution cubaine serait le dernier bastion, chancelant, d'un empire géopolitique qui s'est effondré. A partir de là, trois principaux courants se dégagent.

Le premier de ces courants estime que la crise cubaine est tellement grave qu'il n'y a plus qu'à "terminer le travail" en augmentant au maximum les pressions économiques, politiques et même militaires pour provoquer la chute du régime. Le second courant, celui du gouvernement Bush, domine. Il préconise le maintien des pressions actuelles en les augmentant peu à peu chaque fois que cela est possible, mais sans en arriver à une menace maximum qui pourrait être contre-productive en provoquant une cohésion des Cubains autour de la défense de la nation. Les récents renforcements du blocus économique sont une des manifestations de cette stratégie, de même que les pressions sur la question des droits de l'homme et la multiplication des médias anti-cubains. Cette politique devrait entraîner une détérioration politique irréversible. Le troisième courant préférerait "tuer la révolution par l'amour et non par la haine" en assouplissant la politique de pressions et en levant le blocus. Certains de ses partisans n'aspirent qu'à obliger Cuba à modérer ses positions internationales d'appui aux révolutions. D'autres pensent qu'il faut miner le système de l'intérieur en détruisant le modèle cubain par l'introduction du modèle de consommation étatsunien. Affronter ce troisième courant -représenté en Amérique latine par le président du Venezuela Carlos Andres Perez- pourrait représenter un défi de type nouveau pour la révolution cubaine, habituée seulement à affronter l'agressivité la plus brutale.

Parmi les exilés cubains aux Etats-Unis -un million de personnes qui vivent principalement en Floride- on distingue quatre groupes. Celui d'extrême-droite, la Fondation nationale cubano-américaine, est dirigé par Jorge Mas Canosa qui ne cache pas ses ambitions présidentielles. C'est le groupe le plus puissant politiquement et économiquement. Il travaille avec le sous-Secrétaire d'Etat Bernard Aronson ainsi qu'avec un des fils de Bush. Il contrôle plusieurs médias dont Radio Marti, qui transmet à Cuba depuis Miami, et la Radio de la Fondation, qui appelle ouvertement à la lutte armée et au sabotage économique. La Plate-forme démocratique cubaine réunit, elle, des libéraux, des démocrates-chrétiens et des socio-démocrates. Elle serait plus disposée à négocier avec Fidel Castro ; elle réclame des élections et des changements démocratiques. Ces groupes ont leur bureau à Cuba et peuvent s'y exprimer, même s'ils sont placés sous une étroite surveillance. Le troisième groupe est composé d'une quantité de petites organisations qui se battent pour des intérêts qu'ils estiment légitimes tel que le droit de circuler entre Cuba et l'étranger ou de faire parvenir de l'argent sur l'île. Ils pensent que c'est aux Cubains de Cuba de résoudre leurs problèmes. Le quatrième groupe d'exilés est le plus nombreux : celui des cubains qui ont fait leur vie aux Etats-Unis. Ils sont viscéralement anti-communistes mais ne retourneraient pas à Cuba si la révolution était renversée car leurs racines sont désormais ailleurs.

### LES IMAGES ET LA REALITE

Nous avons presque tous "acheté" sur le marché international des images et des idées sur Cuba. Si l'on sait que sur 10 images diffusées dans le monde, 9 sont fabriquées par des idéologues étatsuniens, il est logique que celles qui concernent Cuba soient

opposées à la révolution. Depuis la crise du socialisme européen, les images les plus répandues sont celles d'un système fossilisé, sclérosé, prisonnier d'une idéologie obsolète, celles d'un dirigeant prêt à mener son peuple à la mort au nom d'idées qui ont échoué partout dans le monde, d'une dictature fermée à tout changement, d'un peuple misérable et réprimé. Fabriquer aujourd'hui l'image de l'effondrement, c'est commencer à miner le bastion cubain. Mais cette image vendue dans le monde entier ne correspond pas à la réalité cubaine, et encore moins depuis la crise du socialisme européen : Cuba est un pays en pleine ébullition d'idées, de changements et d'expériences.

Les changements qui sont exigés de Cuba depuis l'extérieur sont de l'ordre de la politique formelle: la fameuse "démocratisation", que certains réduisent d'ailleurs au départ de Castro. Mais à Cuba, presque personne ne réclame d'élections ou de pluralisme politique. L'immense majorité des Cubains parle de "changements". Changements en quoi ? "Changements pour que ça fonctionne mieux"; "ça", c'est "le système que nous avons". Les critiques ne visent pas les questions de démocratie formelle mais les obstacles réels mis par la bureaucratie socialiste, son manque de flexibilité, de créativité, de sensibilité. L'immense majorité perçoit la crise actuelle non pas comme un "échec du socialisme" mais comme le moment venu de remédier à tout ce qui va mal : le gâchis, la bureaucratie, le manque d'intérêt pour le travail, la bureaucratie, les décisions prises sans discussion suffisante, la bureaucratie... toujours la bureaucratie. Pratiquement personne ne remet en cause le coeur du système, la souveraineté nationale, l'égalité, la justice sociale.

Mais 50 % de la population a moins de 30 ans. La jeunesse n'a pas vécu dans sa chair ce qu'est une société non socialiste. Elle ignore ce que c'est que ne pas avoir d'école, d'emploi ou de quoi manger, ne pas avoir accès à la santé. Elle ne connaît pas l'insécurité quotidienne qui est le sort de la majorité des latino-américains. Et certains de ces jeunes croient ingénument que les changements qu'ils réclament "pour que ça marche mieux" coïncident avec les changements que les Etats-Unis et les autres exigent de Cuba.

Un des défis que doit assumer Cuba aujourd'hui est d'ouvrir le débat afin que le système politique actuel, où règnent beaucoup de centralisme et de paternalisme, soit remplacé par un système où tous participent aux petites et aux grandes décisions. Ouvrir le débat en cette période de crise représente un risque, celui de perdre le contrôle social du fait de l'inexpérience en la matière. Mais repousser ce débat en comporte un autre, celui de ne pas pouvoir dépasser la crise elle-même. La maturité du processus révolutionnaire cubain devrait permettre de courir ce risque.

### INVENTER POUR SURVIVRE

La pénurie et les changements en Europe de l'Est obligent à accélérer le rythme des transformations, dont la logique a été débattue durant le congrès du Parti communiste. L'essentiel du système économique cubain -planifier l'usage de toutes les ressources et répartir entre tous services et biens- est maintenu. Un des piliers de ce système est le Programme Alimentaire, lancé au moment de la "rectification", en 1985 : il s'agit de

produire et distribuer le plus vite possible une quantité croissante d'aliments de base pour la population. Ce programme passe par un plan d'investissements, une réorganisation du système des salaires et des avantages secondaires (logements, etc) pour les travailleurs agricoles et l'introduction de nouvelles technologies, mises au point à Cuba, dans l'agriculture et l'élevage.

Un des leviers de la transformation économique est l'utilisation des scientifiques dans la résolution des problèmes liés à la crise. A partir de la canne à sucre, principal secteur de production et d'exportation, une vaste gamme de nouveaux produits chimiques et biotechnologiques a été mise au point. Beaucoup de ces nouveaux dérivés sont appelés à se transformer en substituts de produits qui n'arrivent plus des ex-pays socialistes : papier, filtres pour l'industrie, médicaments, aliments pour le bétail, etc. Une autre des inventions récentes pour remplacer les importations, la "multi-charrue", permet d'économiser le combustible et évite le tassement des sols lié au poids des tracteurs. On travaille à la mise au point de nouveaux fertilisants pour remplacer ceux d'importation. Dans le secteur de la médecine et de la pharmacie, les inventions sont encore plus surprenantes et permettent aujourd'hui de parler d'une école cubaine de biotechnologie (vaccin contre l'hépatite B, contre la méningite B, traitement de l'infarctus, traitement d'élimination du cholestérol, etc). Le "tourisme médical" est également une source prometteuse de devises pour Cuba.

### SOCIALISTES MAIS ASSOCIES AUX CAPITALISTES

Mais l'axe principal du programme de transformation est l'encouragement aux investissements étrangers pour la création d'entreprises mixtes. Celles-ci existent déjà dans le secteur du tourisme où des investissements significatifs ont été faits ces dernières années par des capitalistes espagnols, mexicains et canadiens. Cuba appelle aujourd'hui à investir dans toutes les branches de l'économie ainsi que dans la commercialisation de produits cubains, en particulier les nouveautés pharmaceutiques. Le gouvernement a annoncé qu'un traitement préférentiel serait accordé aux investisseurs latino-américains, cherchant ainsi à renouer avec son espace géographique naturel. Plusieurs éléments attirent les investisseurs étrangers à Cuba: la législation cubaine en matière de rapatriement des bénéficiaires, la stabilité sociale, le bon niveau de formation des travailleurs cubains, la planification de l'économie qui évite la "loi de la jungle" caractérisant les pays du Sud et enfin les possibilités offertes par le marché intérieur. Fin octobre, 50 projets s'étaient déjà concrétisés et 100 autres sont à l'étude. Mais l'actuel "boom" des entreprises mixtes "ne signifie pas que Cuba soit à la disposition des multinationales", affirme Fidel Castro. "Tout ce développement avec la participation du capital étranger doit être réalisé sous la direction de la Révolution et dans le cadre des objectifs du socialisme". Rien n'est encore joué. Les entreprises cubano-américaines pourront-elles faire concurrence aux multinationales qui envahissent le continent ? L'économie cubaine parviendra-t-elle à l'efficacité économique voulue pour pénétrer de nouveaux marchés ?

Certains révolutionnaires cubains voient dans ces changements une concession ou un signe d'échec. D'autres en attendent beaucoup. La majorité cherche à faire "de nécessité vertu". La contradiction entre le "délai économique" dont a besoin Cuba pour s'en sortir et le "délai politique" qu'on veut lui imposer n'est pas facile à résoudre. Mais les Cubains bougent vite, contrairement à l'image projetée par les Etats-Unis. L'image réelle est celle d'un caïman qui, il y a peu, avançait au lent rythme quinquennal et apprend aujourd'hui à courir comme un lézard qui passe par toutes les fentes et dont la queue repousse quand on la lui coupe. L'image réelle est celle d'un peuple qui n'a rien perdu de son allégresse, un peuple expert en cocktails et qui expérimente une nouvelle recette, mais dans laquelle domine toujours le rhum du nationalisme révolutionnaire. - (ANN/Envio).

## AMERIQUE LATINE: ETRE OU COPIER, ETRE OU PARAITRE

Eduardo Galeano

Managua, janv.— L'Amérique latine constitue encore une énigme à ses propres yeux. Quelle image lui renvoie le miroir? Une image brisée. Des morceaux séparés, un corps mutilé, un visage à construire. Et nous avons été entraînés à cracher sur le miroir.

Les cultures dominantes, les cultures des classes dominantes, se révèlent pathétiquement incapables d'offrir racine et vol aux nations qu'elles disent représenter. Malgré leurs éclats trompeurs, elles expriment l'opacité du pouvoir, encore habile à copier mais chaque jour moins capable de créer. Après avoir semé nos terres de faux Parthéons, de faux Palais de Versailles, de faux châteaux de la Loire et de fausses cathédrales de Chartres, ceux qui commandent dilapident la richesse nationale dans des imitations de modèles étatsuniens d'ostentation et de gaspillage. Emmurés dans de grands ports et des villes babyloniennes, ils ignorent et méprisent la réalité nationale ou tout ce qui en elle les contredit. Ils se limitent pratiquement à jouer le rôle de courroies de transmission des centres de pouvoir étranger.

L'histoire latino-américaine est, depuis cinq siècles, celle d'une continuelle rencontre manquée entre la réalité et les mots. La vérité du monde colonial latino-américain n'est pas dans les nombreuses et substantielles lois des Indes mais dans l'échafaud et le pilori qui se dressent au milieu de chaque Plaza Mayor. Plus tard, l'indépendance de nos pays n'a pas réduit la distance entre la vie et la fiction juridique. Au contraire, elle l'a agrandie, en étendue et en profondeur, jusqu'à parvenir au profond abîme qui s'ouvre aujourd'hui entre la réalité officielle et la réalité réelle. La réalité officielle correspond au besoin d'exorciser la réalité réelle. A la fin du XVIIIème, les "Certificats de blancheur", octroyés par les rois d'Espagne et du Portugal, transformaient magiquement en Blancs les métis qui pouvaient les payer, quelle que soit la noirceur de leur peau. A la fin du XXème siècle, la même société qui te coupe la langue te garantit la liberté

d'expression et ce sont les lois de réforme agraire qui permettent l'extension du latifundium.

Au cours du siècle passé, le mirage des formes juridiques a connu ses plus grandes splendeurs dans les constitutions que des personnages éminents ont brodées avec habileté à l'usage des nations récemment formées. Nos classes dominantes, depuis toujours malades "d'imitationnisme", persuadées que le meilleur est celui qui copie le mieux, ont reproduit fidèlement les constitutions métropolitaines et nous avons ainsi des constitutions bourgeoises sans avoir connu ni révolution bourgeoise ni bourgeoisie. La première constitution bolivienne, que le Libérateur Bolivar a rédigée lui-même, était une belle synthèse des constitutions des pays les plus civilisés de l'époque. Elle avait un seul défaut: elle n'avait rien à voir avec la Bolivie. Elle reconnaissait la qualité de citoyen seulement à ceux qui savaient lire et écrire en espagnol, excluant ainsi la majorité des Boliviens.

Les militaires qui ont gagné l'indépendance et les marchands et docteurs qui en ont profité ont agi comme si les nouveaux pays pouvaient devenir la France à force de répéter les idées françaises ou l'Angleterre à force de consommer des produits anglais. De nos jours, leurs héritiers se comportent comme si nous pouvions devenir les Etats-Unis à force d'en imiter les défauts.

Fidèle aux exigences de la mode qui pousse à jeter les vêtements et les idées après s'en être servi, ceux qui commandent cachent la réalité sous des masques importés. Importation, imposture: la Bolivie n'a pas d'accès à la mer, mais des amiraux déguisés en Lord Nelson. Il ne pleut pas à Lima, mais les toits y sont à double pente. La première université brésilienne n'a pas été fondée dans le cadre d'un projet national d'enseignement, mais pour pouvoir donner, en 1922, le titre de Docteur "Honoris causa" au roi de Belgique. A Managua, une des villes les plus chaudes du monde, condamnée à l'ébullition perpétuelle, on trouve des maisons dotées de splendides poêles à bois et dans les fêtes de Somoza les dames de la bonne société portaient des étoles en renard argenté. Le Père Noël arrive au Rio de la Plata en plein été, mais en traîneau; Uruguayens et Argentins transpirent comme des fontaines pendant la nuit de Noël tout en se bourrant, sous un pin blanc de neige en coton, de cidre, de noix, d'amandes, de turrón, de raisins secs, en un banquet de calories très indiqué pour les rigoureux hivers européens.

Le discours officiel délire et son délire est la norme du système. "Il n'y aura pas de dévaluation", disent les ministres de l'économie à la veille de l'effondrement de la monnaie. "La réforme agraire est notre principal objectif", affirment les ministres de l'agriculture tandis qu'ils agrandissent le latifundium. "La censure n'existe pas", expliquent les ministres de la culture dans des pays où les livres sont interdits à l'immense majorité de la population à cause de leur prix ou de l'analphabétisme.

On nous entraîne à ne pas voir. Les médias désinforment, l'enseignement désenseigne. Et l'enseignement tout comme les médias nous conduisent à prendre les vessies pour des lanternes.

Même les cartes mentent. Nous apprenons la géographie sur des cartes qui nous montrent le monde tel que ses maîtres veulent qu'il soit. Sur le planisphère traditionnel, l'Equateur n'est pas au centre, le Nord occupe les deux tiers de la place, la Scandinavie paraît plus grande que l'Inde quand en réalité elle est trois fois plus petite. L'Union soviétique est le double de l'Afrique,

qui pourtant est plus grande. L'Amérique latine occupe moins de place que l'Europe et encore moins que les Etats-Unis et le Canada réunis, alors qu'elle est plus grande qu'eux.

La carte, qui nous rapetisse, est le symbole du reste. Géographie volée, économie pillée, histoire falsifiée, usurpation quotidienne de la réalité: l'Amérique latine est moins grande, mange moins, se souvient moins, vit moins, dit moins. Ou peut-être dit-elle plus mais ses maîtres, ceux du dedans et ceux du dehors, se consacrent à lui interdire la parole ou à la faire mentir. (ANN/El Gallo ilustrado, supplément culturel du quotidien mexicain El Dia)

## EN BREF

**LA CONCESSION A TAIWAN** de l'exploitation d'une partie des réserves de bois de la Côte Atlantique vient d'être rejetée par le gouvernement pour des raisons techniques, écologiques et financières. On se souvient que ce projet, dénoncé par le député sandiniste de la Côte, Ray Hoocker, avait soulevé de multiples protestations de la part des populations affectées et du mouvement écologiste.

**LE FRONT NATIONAL DES TRAVAILLEURS** a exigé du gouvernement la création d'emplois et une augmentation des salaires. Le chômage est passé de 32 % de la population active en 1989 à 58,2 % en 1991 et 10 000 travailleurs environ devraient être licenciés au cours des premiers mois de l'année

92, en particulier parmi les employés du gouvernement central et des banques. D'autre part, les travailleurs ont perdu 58 % de leur pouvoir d'achat et le FNT a revendiqué une augmentation salariale équivalente. Le gouvernement a promis de créer 18 000 emplois en privilégiant le secteur de la construction, mais il prétend maintenir le pouvoir d'achat en agissant sur les impôts à la production, afin de faire baisser le prix des produits, sans concéder la moindre augmentation de salaire.

**LES RESSOURCES EN EAU S'ÉPUISENT** et 85 % des réserves du pays sont contaminées par les déchets industriels, les pesticides, etc. de l'aveu même des autorités ministérielles. 35 rivières sont complètement asséchées dans la région Pacifique. Les eaux du lac de Managua et de Tiscapa sont inutilisables pour la consommation et le lac d'Asososca, qui alimente la capitale, est également contaminé.

**UNE MISSION PARLEMENTAIRE FRANÇAISE** composée du député socialiste Jean Lacombe, par ailleurs président du Groupe d'amitié avec le Nicaragua, et du directeur des Relations internationales de l'Assemblée, est passée par le Nicaragua avant de se rendre au Salvador. Il a été convenu d'une coopération technique avec l'Assemblée nationale nicaraguayenne. Interrogé au sujet de la volonté de certains députés de l'UNO de transférer des pouvoirs de la présidence à l'Assemblée, J. Lacombe a estimé qu'il ne fallait pas "aller trop vite" et qu'il fallait "du temps à un peuple pour s'habituer à la démocratie représentative". "Si un peuple ne sait pas lire et n'a pas à manger, la démocratie est une illusion; c'est pour cela qu'il faut aller lentement", a-t-il conclu.

ABONNEMENTS : 458 F (Comités 900 F; Institutions 1 300 F)  
Chèques à l'ordre de : ANN, 15 rue Muller 75018 PARIS  
Pour la Suisse : 124 CHF (Comités 265 CHF; Institutions  
1 300 CHF) sur le compte 80-19853-7 Zurich.  
Un paiement semestriel est possible.  
Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin  
Tel : 505 2 27253.